

ARTICLE 3.

Dans les communes composées de plusieurs sections ou hameaux détachés, la députation permanente du conseil provincial peut déterminer, d'après la population, le nombre de conseillers à élire parmi les éligibles de chaque section ou hameau.

Dans ce cas, tous les électeurs de la commune concourent ensemble à l'élection.

Il y a, néanmoins, un scrutin séparé pour chaque section ou hameau.

ARTICLE 4.

Nul n'est éligible s'il n'est âgé de 25 ans accomplis, et s'il ne réunit en outre les qualités requises pour être électeur dans la commune.

Les fils d'électeurs ou de veuves sont éligibles, en justifiant que leur père ou leur mère paie le cens électoral exigé pour la commune où se fait l'élection, pourvu qu'ils remplissent les autres conditions d'éligibilité.

Dans les communes ayant moins de 400 habitants, un tiers au plus des membres du conseil peut être pris parmi les citoyens domiciliés dans une autre commune, pourvu qu'ils paient le cens électoral dans celle où ils sont élus, et qu'ils satisfassent aux autres conditions d'éligibilité.

Nul ne peut être membre de deux conseils communaux.

ARTICLE 5.

Ne peuvent faire partie des conseils communaux :

- 1° Les gouverneurs des provinces ;
- 2° Les membres de la députation permanente du conseil provincial ;
- 3° Les greffiers provinciaux ;
- 4° Les commissaires de district et de milice et les employés de ces commissariats ;
- 5° Les militaires et employés militaires appartenant à l'armée de ligne, en activité de service ou en disponibilité ;
- 6° Toute personne qui reçoit un traitement ou un subside de la commune ;
- 7° Les commissaires et agens de police et de la force publique.

ARTICLE 6.

Le Roi nomme le bourgmestre ; il le choisit dans le sein du conseil.

Néanmoins il peut, lorsque des circonstances extraordinaires l'exigent, et après avoir reçu l'avis motivé de la députation du conseil provincial, le nommer hors du conseil, parmi les éligibles de la commune. Dans ce dernier cas, le bourgmestre n'a que voix consultative au conseil.

ARTICLE 7.

Il y a deux échevins dans les communes de 20,000 habitans et au-dessous , quatre dans celles dont la population excède ce nombre.

ARTICLE 8.

Ne peuvent être ni Bourgmestres ni Échevins :

1° Les individus dénommés à l'art. 5.

2° Les membres des cours, des tribunaux civils et des justices de paix, non compris leurs suppléans.

3° Les officiers du parquet, les greffiers et commis-greffiers près des cours et tribunaux civils, et les greffiers des tribunaux de commerce et des justices de paix ;

4° Les ministres des cultes ;

5° Les ingénieurs et conducteurs des ponts-et-chaussées et des mines, en activité de service ;

6° Les agens et employés des administrations financières ;

7° Les membres des administrations des hospices et des bureaux de bienfaisance ;

8° Les instituteurs qui reçoivent un traitement ou subside annuel de l'État ou de la province.

ARTICLE 9.

Les Bourgmestres et Echevins peuvent être suspendus de leurs fonctions pour cause d'inconduite notoire ou de négligence grave, par arrêté du Gouverneur rendu sur avis conforme de la Députation provinciale ; la suspension ne pourra excéder 3 mois.

A l'expiration de ce terme, les Échevins peuvent être démis par la Députation provinciale ; les Échevins seront entendus préalablement à la suspension ou à la révocation ; les Bourgmestres seront pareillement entendus avant la suspension.

Les Bourgmestres peuvent être révoqués de leurs fonctions par le Roi.

ARTICLE 10.

Le Bourgmestre, pendant la durée de ses fonctions, cesse de faire partie de la garde civique.

ARTICLE 11.

Les membres du conseil ne peuvent être parens ou alliés jusqu'au 3° degré inclusivement ; si des parens ou alliés à ce degré sont élus au même tour de scrutin, celui qui a obtenu le plus de voix est seul admis ; en cas de parité de suffrages, le plus âgé est préféré.

Il en sera de même pour ceux dont les femmes seraient parentes entr'elles jusqu'au 2° degré inclusivement.

L'alliance survenue ultérieurement entre les membres du conseil n'emporte pas révocation de leur mandat.

L'alliance est censée dissoute par le décès de la femme du chef de laquelle elle provient.

Dans les communes au-dessous de 1,200 habitans , la prohibition s'arrêtera au 2^e degré.

ARTICLE 12.

Il y a dans chaque commune un secrétaire et un receveur.

ARTICLE 13.

Il y a, dans la même commune, incompatibilité entre les fonctions de receveur et de secrétaire; il y a également incompatibilité entre les fonctions de secrétaire ou de receveur, et celles de bourgmestre, d'échevin ou de membre du conseil communal; néanmoins, dans les communes de moins de 3,000 habitans, le Roi pourra, pour des motifs graves, autoriser le cumul desdites fonctions, sauf celles de Bourgmestre, qui ne pourront, dans aucun cas, être cumulées dans la même commune avec aucun desdits emplois.

ARTICLE 14.

Ne peuvent exercer les fonctions de Secrétaire ou de receveur communal, les employés du gouvernement provincial et du commissariat d'arrondissement.

SECTION II.

De la durée des fonctions des membres du corps communal.

ARTICLE 15.

Les conseillers communaux sont élus pour le terme de 6 ans; ils sont toujours rééligibles.

Les conseils sont renouvelés par moitié tous les 3 ans.

La première sortie sera réglée par le sort, dans la séance prescrite à l'art. 71, l'année qui précédera l'expiration du premier terme.

Les échevins appartiendront par moitié à chaque série; le Bourgmestre à la dernière.

ARTICLE 16.

Le Bourgmestre et les échevins sont également nommés pour le terme de 6 ans; toutefois ils perdent cette qualité si, dans l'intervalle, ils cessent de faire partie du conseil.

ARTICLE 17.

La démission des fonctions d'Echevin ou de conseiller est adressée au conseil communal.

La démission des fonctions de bourgmestre est adressée au Roi et modifiée au conseil.

L'échevin ou le conseiller qui contesterait le fait de sa démission pourra se pourvoir devant la députation permanente du Conseil provincial qui prononcera au plus tard dans le mois qui suivra le recours.

ARTICLE 18.

Le Bourgmestre, les Échevins et les Conseillers sortans, lors du renouvellement triennal, ou les démissionnaires, restent en fonctions jusqu'à ce que les pouvoirs de leurs successeurs aient été vérifiés.

ARTICLE 19.

Lorsqu'une place de membre du conseil vient à vaquer, il y est pourvu à la plus prochaine réunion des électeurs.

Le Bourgmestre, l'Échevin ou le Conseiller nommé ou élu en remplacement, achève le terme de celui qu'il remplace.

CHAPITRE II.

DES ÉLECTIONS COMMUNALES.

SECTION PREMIÈRE.

Des Électeurs communaux et des listes électorales.

ARTICLE 20.

Pour être électeur, il faut :

1° Être Belge par la naissance ou la naturalisation, et être majeur aux termes du Code civil ;

2° Avoir son domicile réel dans la commune, au moins depuis le 1^{er} janvier de l'année dans laquelle se fait l'élection ;

3° Verser au trésor de l'État en contributions directes, patentes comprises, le cens électoral fixé d'après les bases suivantes :

Dans les communes au-dessous de :

2,000 habitans ,	20 fr.
2,000 à 5,000 ,	30
5,000 à 10,000 ,	40
10,000 à 15,000 ,	50
15,000 à 20,000 ,	60
20,000 à 25,000 ,	70
25,000 à 30,000 ,	80
30,000 à 35,000 ,	90
35,000 à 40,000 ,	100
40,000 à 60,000 ,	110
60,000 et au-delà ,	120

ARTICLE 21.

Les contributions payées par la femme sont comptées au mari ; celles qui sont payées par les enfans mineurs sont comptées au père pour parfaire son cens électoral.

La veuve payant ce cens pourra le déléguer à celui de ses fils qu'elle désignera , pourvu qu'il réunisse les autres qualités requises pour être électeur .

La déclaration de la mère , veuve , sera faite à l'autorité communale ; elle pourra toujours être révoquée.

Le tiers de la contribution foncière d'un domaine rural exploité par un fermier , compte au locataire , sans diminution des droits du propriétaire.

ARTICLE 22.

Dans la commune où il n'y a pas 25 électeurs payant le cens requis, ce nombre est complété par les habitans les plus imposés.

ARTICLE 23.

Les contributions et patentes ne sont comptées à l'électeur que pour autant qu'il ait payé le cens électoral pour l'année antérieure à celle dans laquelle l'élection a lieu.

Le possesseur à titre successif, est seul excepté de cette condition.

ARTICLE 24.

La liste des électeurs communaux est permanente, sauf les radiations et inscriptions qui peuvent avoir lieu lors de la révision annuelle.

Aucune radiation ne peut être effectuée d'office par l'autorité communale , qu'après avertissement préalable, notifié à la partie intéressée par le ministère d'un agent de la police locale , au moins 48 heures avant la clôture définitive des listes.

ARTICLE 25.

Ne peuvent être électeurs, ni en exercer les droits, les condamnés à des peines afflictives ou infamantes, ceux qui sont en état de faillite déclarée ou d'interdiction judiciaire, ou qui ont fait cession de leurs biens, aussi long-temps qu'ils n'ont pas payé intégralement leurs créanciers ; les condamnés pour vol, escroquerie, abus de confiance, ou attentat aux mœurs ; les individus notoirement connus comme tenant maison de débauche et de prostitution.

ARTICLE 26.

Du 1^{er} au 15 avril de chaque année, le collège des Bourgmestre et Échevins procède à la révision de la liste des citoyens de la commune, qui, d'après la présente loi, réunissent les conditions requises pour concourir à l'élection des membres du conseil communal,

Cette liste est d'abord formée sur les rôles du receveur des contributions payées dans la commune ; elle indique la quotité du cens requis pour être électeur.

ARTICLE 27.

Le collège susdit arrête la liste et la fait afficher aux lieux ordinaires, le premier dimanche suivant ; elle reste affichée pendant dix jours, et contient, en regard du nom de chaque individu inscrit, ses prénoms, le lieu et la date de sa naissance, la date de sa naturalisation s'il n'est pas né Belge, et le montant des contributions par lui payées dans la commune.

La liste contient en outre invitation aux citoyens qui croiraient avoir des réclamations à former, de s'adresser à cet effet à l'autorité locale, dans le délai de quinze jours à partir de la date de l'affiche, qui doit indiquer le jour où ce délai expire.

Un double de la liste est déposé au secrétariat de la commune, et doit être communiqué à tout requérant.

ARTICLE 28.

Tout habitant de la commune, jouissant des droits civils et politiques, peut réclamer contre la formation de la liste. Cette réclamation doit, à peine de déchéance, être présentée au conseil communal avant l'expiration du délai fixé par l'article précédent ; elle sera faite par requête, à laquelle devront être jointes les pièces à l'appui. Il en sera donné récépissé par un membre de l'administration communale ou par le secrétaire.

Si la réclamation porte sur une inscription indue, l'autorité communale la fera notifier, dans les trois jours au plus tard, à la partie intéressée, qui aura dix jours pour y répondre.

Le conseil communal prononce dans les dix jours à compter de celui où la requête aura été déposée, s'il s'agit d'une omission ou d'une radiation ; et de la réponse ou du délai pour répondre, s'il s'agit d'une inscription indue. La décision intervenue sera notifiée dans les trois jours aux parties intéressées.

La notification sera faite à la requête du Bourgmestre et par le ministère d'un agent de la police locale ; elle indiquera les jour, mois et an, les nom et qualité de l'agent chargé de la signifier, et mentionnera la personne à laquelle elle sera laissée.

La décision notifiée, les pièces déposées devront, dans les 24 heures à partir de la demande, être remises contre récépissé à ceux qui en auront fait le dépôt.

ARTICLE 29.

Les noms des électeurs qui auront été admis par les administrations communales, lors de la clôture définitive de la liste, sans avoir été portés sur la liste affichée, seront publiés par de nouvelles affiches, dans le délai de 48 heures à dater de cette clôture.

ARTICLE 30.

La partie qui se croira lésée par la décision du conseil communal pourra, dans le délai de dix jours à partir de celui de la notification, se pourvoir en appel devant la députation permanente du conseil provincial.

Le pourvoi se fera par requête présentée à la députation, et préalablement notifiée à la partie intéressée s'il en existe; le fonctionnaire qui reçoit la requête sera tenu d'en donner récépissé.

La députation provinciale statuera sur le pourvoi dans le délai de dix jours à dater de la réception de la requête; la décision sera motivée.

Il sera donné, sans déplacement, communication de toutes pièces, soit aux parties intéressées, soit à leurs fondés de pouvoirs.

Les décisions seront immédiatement notifiées aux parties intéressées et à l'autorité communale, pour qu'il soit procédé, s'il y a lieu, aux rectifications nécessaires.

Toutes les réclamations et tous les actes y relatifs pourront être sur papier libre, et seront dispensés de l'enregistrement ou enregistrés gratis.

ARTICLE 31.

Le recours en cassation sera ouvert contre les décisions de la députation permanente du conseil provincial.

Les parties intéressées devront se pourvoir dans les cinq jours à partir de celui de la notification.

La déclaration sera faite en personne, ou par fondé de pouvoirs, au greffe du conseil provincial. Le greffier recevra la déclaration du recours, et en dressera immédiatement acte, lequel sera signé par la partie et le greffier. Si la partie ne peut signer il en sera fait mention.

Dans le cas où la déclaration serait faite par un fondé de pouvoirs spécial, la procuration demeurera annexée à cette déclaration, qui sera inscrite par le greffier sur un registre à ce destiné; ce registre sera public, et toute personne aura le droit de s'en faire délivrer des extraits.

Le greffier enverra immédiatement la déclaration et les pièces à l'appui au procureur-général près la cour de cassation, en y joignant un inventaire.

Le pourvoi sera, par le déclarant, et sous peine de déchéance, notifié dans les cinq jours à celui contre lequel il est dirigé.

Il sera procédé sommairement, et toutes affaires cessantes, avec exemption des frais de timbre, d'enregistrement et d'amende; si la cassation est prononcée, l'affaire sera renvoyée à une autre députation provinciale.

SECTION II.

Des Assemblées des électeurs communaux.

ARTICLE 32.

La réunion ordinaire des électeurs, à l'effet de procéder au remplacement des échevins ou des conseillers sortans, aura lieu, de plein droit, de trois en trois ans, le dernier mardi d'octobre, à dix heures du matin.

Néanmoins lorsqu'une place d'Échevin deviendra vacante par décès, démission ou autrement, l'assemblée des électeurs sera convoquée extraordinairement dans le délai d'un mois à l'effet de pourvoir à la vacance. Il en sera de même en cas de non acceptation des fonctions d'Échevin par celui qui y aurait été nommé lors d'une élection ordinaire ou extraordinaire.

L'assemblée des électeurs pourra aussi être convoquée extraordinairement, en vertu d'une décision du conseil communal ou du gouvernement, à l'effet de pourvoir aux places de conseillers devenues vacantes.

ARTICLE 33.

Le collège des bourgmestre et échevins convoque les électeurs à domicile et par écrit, six jours au moins avant celui de l'assemblée; la convocation est en outre publiée selon les formes usitées et à l'heure ordinaire des publications.

Les lettres des convocation sont envoyées aux électeurs, sous récépissé; elles indiquent le jour, l'heure et le local où l'élection aura lieu, ainsi que le nombre d'échevins et de conseillers à élire.

ARTICLE 34.

Les électeurs se réunissent en une seule assemblée, si leur nombre n'excède pas 400.

Lorsqu'il y a plus de 400 électeurs, le collège se divise en sections dont chacune ne peut être moindre de 200, et sera formée par les sections, ou fractions de section de la commune, les plus voisines entre elles.

La division des électeurs en sections se fait par le collège des bourgmestre et échevins, qui en donne connaissance dans les lettres de convocation.

Chaque section concourt directement à la nomination des échevins et conseillers que le collège doit élire.

Les électeurs ne peuvent se faire remplacer.

ARTICLE 35.

Les collèges électoraux ne peuvent s'occuper que de l'élection des échevins et des conseillers.

ARTICLE 36.

Le bourgmestre, ou, à son défaut, l'un des échevins, suivant l'ordre de leurs nominations, et, à défaut de bourgmestre et échevins, l'un des conseillers des régén-

ces, suivant leur rang d'inscription au tableau, préside le bureau principal ; les quatre membres du conseil de régence les moins âgés remplissent les fonctions de scrutateurs ; si le nombre prescrit de scrutateurs ne peut être rempli au moyen des conseillers, il est complété par l'appel des plus imposés des électeurs présents sachant lire et écrire.

S'il y a plusieurs sections, la deuxième et les suivantes sont présidées par l'un des échevins, suivant leur rang d'ancienneté, ou, à défaut des échevins, par l'un des conseillers de régence, suivant leur ordre d'inscription au tableau. Les quatre plus imposés des électeurs présents sachant lire et écrire sont scrutateurs.

Chaque bureau nomme son secrétaire, soit dans le collège électoral, soit en dehors : le secrétaire n'a point voix délibérative.

Toute réclamation contre l'appel d'un électeur désigné à raison de la quotité de ses impositions, pour remplir les fonctions de scrutateur, doit être présentée avant le commencement des opérations ; le bureau en décide sur-le-champ et sans appel.

Dans aucun cas, les membres sortant du conseil de régence ne pourront faire partie du bureau, à quelque titre que ce soit.

ARTICLE 37.

La députation du conseil provincial pourra, dans des circonstances extraordinaires, dont il sera fait mention au procès-verbal d'élection, commettre une ou plusieurs personnes pour présider les bureaux, ainsi que pour diriger et faire exécuter les opérations préliminaires aux élections.

ARTICLE 38.

Le président du collège ou de la section a seul la police de l'assemblée ; les électeurs du collège y sont seuls admis, sur l'exhibition de leurs lettres de convocation ou d'un billet d'entrée délivré par le président du collège ou de la section ; en cas de réclamation le bureau décide. Ils ne peuvent s'y présenter en armes.

Nulle force armée ne peut être placée, sans la réquisition du président, dans la salle des séances ni aux abords du lieu où se tient l'assemblée.

Les autorités civiles et les commandans militaires sont tenus d'obéir à ses réquisitions.

ARTICLE 39.

La liste officielle des électeurs du collège, ou de la section, sera affichée dans la salle de réunion.

Le § 1^{er} de l'art. 38, les art. 41, 43, 46, 47, 50, 53 et 58 de la présente loi, et les art. 111, 112 et 113 du *Code pénal*, seront affichés à la porte de chaque salle, en gros caractères.

A l'ouverture de la séance, le secrétaire ou l'un des scrutateurs donnera lecture à haute voix des art. 111, 112 et 113 du *Code pénal*, et des art. 43 à 58 inclus de la présente loi, dont un exemplaire demeurera déposé sur le bureau.

Le bureau prononce provisoirement sur les opérations du collège ou de la section.

Toutes les réclamations seront insérées au procès-verbal, ainsi que la décision motivée du bureau.

Les pièces ou bulletins relatifs aux réclamations sont paraphés par les membres du bureau, ainsi que par le réclamant, et sont annexés au procès-verbal.

ARTICLE 40.

Le président informe l'assemblée du nombre des échevins et des conseillers à élire, et les noms des conseillers à remplacer.

ARTICLE 41.

Nul ne pourra être admis à voter, s'il n'est inscrit sur la liste officielle affichée dans la salle; toutefois, le bureau sera tenu d'admettre ceux qui se présenteraient munis d'une décision rendue sur appel, par la Députation du Conseil provincial.

ARTICLE 42.

Quand il y aura lieu à procéder simultanément à l'élection d'échevins et de conseillers, les opérations commenceront par l'élection des échevins.

ARTICLE 43.

L'appel nominal est fait par ordre alphabétique.

Chaque électeur, après avoir été appelé, remet son bulletin écrit et fermé au Président, qui le dépose dans une boîte à deux serrures, dont les clefs sont remises, l'une au président et l'autre au plus âgé des scrutateurs.

Le président refusera de recevoir les bulletins qui ne sont pas écrits sur papier blanc et non colorié; en cas de contestation le bureau en décidera.

ARTICLE 44.

La table placée devant le président et les scrutateurs, sera disposée de telle sorte que les électeurs puissent circuler à l'entour, ou du moins y avoir accès pendant le dépouillement du scrutin.

ARTICLE 45.

Le nom de chaque votant sera inscrit sur deux listes: l'une tenue par l'un des scrutateurs, et l'autre par le secrétaire; ces listes seront signées par le président du bureau, le scrutateur et le secrétaire.

ARTICLE 46.

Il sera fait un réappel des électeurs qui n'étaient pas présents.

Le réappel terminé, le président demandera à l'assemblée s'il y a des électeurs présents qui n'ont pas voté; ceux qui se présenteront immédiatement seront admis à voter.

Ces opérations achevées, le scrutin sera déclaré fermé.

ARTICLE 47.

Le nombre des bulletins sera vérifié avant le dépouillement; s'il est plus grand ou moindre que celui des votans, il en sera fait mention au procès-verbal.

Après le dépouillement général, si la différence rend la majorité douteuse au premier tour de scrutin, le bureau principal fait procéder à un scrutin de ballottage à l'égard de ceux dont l'élection est incertaine.

Si ce doute existe lors d'un scrutin de ballottage, la Députation provinciale décide.

ARTICLE 48.

Lors du dépouillement, un des scrutateurs prend successivement chaque bulletin, le déplie et le remet au président, qui en fait la lecture à haute voix et le passe à un autre scrutateur.

Le résultat de chaque scrutin est immédiatement rendu public.

ARTICLE 49.

Dans les collèges divisés en plusieurs sections, le dépouillement du scrutin se fait dans chaque section.

Le résultat en est arrêté, signé et proclamé par chaque bureau.

Il est immédiatement porté par les membres du bureau de chaque section au bureau principal, qui fait, en présence de l'assemblée, le recensement général des votes.

ARTICLE 50.

Sont nuls les bulletins qui ne contiennent aucun suffrage valable, ceux dans lesquels le votant se fait connaître, ainsi que ceux qui ne sont pas écrits à la main.

ARTICLE 51.

Les bulletins nuls n'entrent point en compte pour déterminer la majorité absolue ou relative.

ARTICLE 52.

Sont valides les bulletins contenant plus ou moins de noms qu'il n'est prescrit; les derniers noms formant l'excédant ne comptent pas.

ARTICLE 53.

Sont nuls tous les suffrages qui ne portent pas une désignation suffisante; le bureau en décide comme dans tous les autres cas, sauf recours à la députation permanente du Conseil provincial.

ARTICLE 54.

Nul n'est élu au premier tour de scrutin, s'il ne réunit plus de la moitié des voix.

ARTICLE 55.

Si tous les échevins ou tous les conseillers à élire dans le collège, n'ont pas été nommés au premier tour de scrutin, le bureau principal fait une liste des personnes qui ont obtenu le plus de voix.

Cette liste contient deux fois autant de noms qu'il y a encore de conseillers à élire.

Les suffrages ne peuvent être donnés qu'à ces candidats.

La nomination a lieu à la pluralité des votes.

S'il y a parité des votes, le plus âgé est préféré.

ARTICLE 56.

Si l'échevin ou l'un des échevins élus, se trouve être déjà membre du conseil, les électeurs pourvoiront, sans désenparer, par un scrutin spécial, à la place qui par suite demeurera vacante dans le conseil.

La lettre de convocation prescrite par l'art. 32, lorsqu'elle aura pour objet la nomination d'un échevin, rappellera toujours aux électeurs cette élection éventuelle d'un conseiller.

ARTICLE 57.

Le procès-verbal de l'élection, rédigé et signé séance tenante, par les membres du bureau principal; les procès-verbaux des sections ainsi que les listes des votans signées comme il est prescrit par l'art. 45, et les listes des électeurs, sont adressées, dans le délai de huitaine, à la députation permanente du conseil provincial; un double du procès-verbal, rédigé et signé par le bureau principal, sera déposé au secrétariat de la commune, où chacun pourra en prendre inspection.

ARTICLE 58.

Après le dépouillement, les bulletins qui n'auront pas donné lieu à contestation seront brûlés en présence de l'assemblée.

ARTICLE 59.

Toute réclamation contre l'élection devra, à peine de déchéance, être formée dans les dix jours de la date du procès-verbal.

Elle sera remise par écrit, soit au greffier du conseil provincial, soit au bourgmestre, à charge par ce dernier de la transmettre dans les trois jours à la députation provinciale.

Le fonctionnaire qui reçoit la réclamation est tenu d'en donner récépissé.

Il est défendu d'antidater ce récépissé, à peine d'un emprisonnement d'un mois à deux ans, et d'interdiction des droits de vote et d'éligibilité pendant deux ans au moins et cinq au plus.

ARTICLE 60.

La députation permanente du conseil provincial peut, dans les 30 jours à dater de l'élection, soit sur réclamation, soit d'office, annuler l'élection pour irrégularité grave. Passé ce délai, l'élection est réputée valide.

En cas de réclamation de la part des intéressés, ou d'opposition de la part du gouverneur, la députation est tenue de prononcer dans le même délai de trente jours.

Le gouverneur peut, dans les huit jours qui suivront celui de la décision, prendre son recours auprès du Roi, qui statuera dans le délai de quinzaine à dater du pourvoi.

L'arrêté royal, ou, s'il n'y a point eu de pourvoi, la décision de la députation sera immédiatement notifiée, par les soins du gouverneur, à la régence intéressée, qui, en cas d'annulation, convoquera les électeurs endéans les quinze jours, à l'effet de procéder à de nouvelles élections.

CHAPITRE III.

Des réunions et des délibérations des conseils communaux.

ARTICLE 61.

Les membres élus lors du renouvellement triennal entrent en fonctions le 1^{er} janvier. Ceux qui auraient été élus dans une élection extraordinaire, prennent séance aussitôt que leur élection aura été reconnue valide.

ARTICLE 62.

Avant d'entrer en fonctions, les échevins et conseillers communaux pretent, entre les mains du bourgmestre et en séance publique, le serment suivant :

« Je jure d'observer la Constitution et la loi communale. »

Avant la prestation du serment, le président rappellera que le décret d'exclusion à perpétuité des membres de la famille d'Orange-Nassau, de tout pouvoir en Belgique, fait partie de la Constitution.

ARTICLE 63.

Le conseil s'assemble toutes les fois que l'exigent les affaires comprises dans ses attributions. Il est convoqué par le Bourgmestre, ou par le collège des Bourgmestre et Échevins.

Sur la demande d'un tiers des membres en fonctions, il est tenu de le convoquer aux jour et heure indiqués.

ARTICLE 64.

Sauf les cas d'urgence, la convocation se fait par écrit et à domicile, au moins deux jours francs avant celui de la réunion; elle contient l'ordre du jour.

Aucun objet étranger à l'ordre du jour ne peut être mis en discussion, sauf dans le cas d'urgence où le moindre retard pourrait occasioner du danger.

L'urgence sera déclarée par les deux tiers au moins des membres présents; leurs noms seront insérés au procès-verbal.

Toute proposition étrangère à l'ordre du jour devra être remise au bourgmestre ou à celui qui le remplace, au moins deux jours avant l'assemblée.

ARTICLE 65.

Le conseil ne peut prendre de résolution si la majorité de ses membres en fonctions n'est présente.

Cependant, si l'assemblée a été convoquée deux fois sans s'être trouvée en nombre compétent, elle pourra, après une nouvelle et dernière convocation, délibérer, quel que soit le nombre des membres présents, sur les objets mis pour la troisième fois à l'ordre du jour.

Les deuxième et troisième convocations se feront conformément aux règles prescrites par l'article précédent, et il sera fait mention si c'est pour la deuxième ou pour la troisième fois que la convocation a lieu: en outre, la troisième convocation rappellera textuellement les deux premières dispositions du présent article.

ARTICLE 66.

Le Bourgmestre ou celui qui le remplace préside le conseil.

La séance est ouverte et close par le président, qui a la police de l'assemblée.

Les résolutions sont prises à la majorité absolue des membres présents; en cas de partage, la proposition est rejetée.

ARTICLE 67.

Les membres du conseil votent à haute voix, excepté lorsqu'il s'agit de la présentation de candidats, nominations aux emplois, révocations ou suspensions, lesquelles se font au scrutin secret et également à la majorité absolue.

Le président vote le dernier.

ARTICLE 68.

A l'ouverture de chaque séance il est donné lecture du procès-verbal de la séance précédente; après approbation, il est signé par le bourgmestre et le secrétaire. Tou-

tes les fois cependant que le conseil le juge convenable, le procès-verbal est rédigé séance tenante, en tout ou en partie, et signé par les membres présents.

ARTICLE 69.

Il est interdit à tout membre du conseil :

1° D'être présent à la délibération sur des objets auxquels il a un intérêt direct, soit personnellement, soit comme chargé d'affaires avant ou après son élection, ou auxquels ses parens ou alliés jusqu'au quatrième degré inclusivement, ont un intérêt personnel direct;

2° De prendre part directement ou indirectement dans aucun service, perception de droits, fourniture ou adjudication quelconque pour la commune;

3° D'intervenir comme avocat, avoué, notaire ou homme d'affaires dans les procès dirigés contre la commune. Il ne pourra, en la même qualité, plaider, aviser ou suivre aucune affaire litigieuse quelconque dans l'intérêt de la commune, si ce n'est gratuitement ;

4° D'assister à l'examen des comptes des administrations publiques subordonnées à la commune, et dont il serait membre.

Les dispositions qui précèdent sont applicables aux secrétaires.

ARTICLE 70.

Il ne pourra être refusé à aucun des habitans de la commune, ni au fonctionnaire délégué à cet effet par le gouverneur ou la députation provinciale, communication, sans déplacement, des délibérations du conseil communal.

Le conseil pourra néanmoins décider que les résolutions prises à huis clos seront tenues secrètes pendant un temps déterminé.

Aucun acte, aucune pièce concernant l'administration, ne peut être soustrait à l'examen des membres du conseil.

ARTICLE 71.

Tous les ans, avant que le conseil s'occupe du budget, le collège des bourgmestre et échevins fera, dans une séance à laquelle le public sera admis, un rapport sur l'administration et la situation des affaires de la commune. Copie de ce rapport sera adressée à l'autorité supérieure.

Le jour et l'heure de cette séance seront indiqués par affiches, au moins trois jours d'avance.

ARTICLE 72.

La publicité des séances du conseil est obligatoire lorsque les délibérations ont pour objet :

1° Des budgets, à l'exception du chapitre des traitemens, et les comptes ;

2° Le principe de toute dépense qui ne peut être couverte par les revenus de l'année ou le solde en caisse de la commune, ainsi que les moyens d'y faire face ;

3° L'ouverture des emprunts ;

4° L'aliénation totale ou partielle des biens ou droits immobiliers de la commune, les échanges et transactions relatives à ces biens ou droits, les baux emphytéotiques, les constitutions d'hypothèques, les partages des biens indivis ;

5° La démolition des édifices publics ou des monumens anciens.

Toutefois, dans les cas précités, les deux tiers des membres présens pourront, par des considérations d'ordre public, ou à cause d'inconvéniens graves, décider que la séance ne sera point publique.

La publicité est interdite dans tous les cas où il s'agirait de questions de personnes ou qui se rapporteraient à des intérêts individuels, même aux termes des paragraphes précédens.

Dès qu'une question de ce genre sera soulevée, le président prononcera immédiatement le huis clos, et la séance ne pourra être reprise en public que lorsque la discussion de cette question sera terminée.

Dans tous les autres cas, la publicité est facultative ; elle aura lieu lorsqu'elle sera demandée par les deux tiers des membres présens à la séance.

ARTICLE 73.

Le président a la police de l'assemblée ; il peut, après en avoir donné l'avertissement, faire expulser à l'instant, du lieu de l'auditoire, tout individu qui donnera des signes publics, soit d'approbation, soit d'improbation ou excitera du tumulte de quelque manière que ce soit.

Le président peut en outre dresser procès-verbal à charge du contrevenant, et le renvoyer devant le tribunal de simple police, qui pourra le condamner à une amende d'un à quinze francs, ou à un emprisonnement d'un à trois jours, sans préjudice d'autres poursuites si le fait y donne lieu.

ARTICLE 74.

Les conseils communaux pourront faire des réglemens d'ordre et de service intérieur.

ARTICLE 75.

Des jetons de présence pourront, sous l'approbation de la députation provinciale, être accordés aux membres du conseil.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

ARTICLE 76.

Les conseils communaux seront renouvelés intégralement dans l'année de la mise à exécution de la présente loi.

Le Gouvernement déterminera les époques auxquelles doivent avoir lieu les opérations électorales relatives à la confection des listes, à la première convocation des assemblées des électeurs communaux, ainsi que l'époque des élections, en observant les délais prescrits par les art. 27 à 31 inclusivement pour la formation des listes, et par l'art. 33 pour la convocation des électeurs.

La présente loi ne pourra être mise à exécution avant la promulgation de la loi sur les attributions communales.

ARTICLE 77.

Lors de la première élection, le bureau principal sera présidé par le président du tribunal de première instance, ou, à son défaut, par celui qui le remplace dans ses fonctions. S'il y a plusieurs sections, la seconde et les suivantes seront présidées par l'un des juges suppléans, suivant le rang d'ancienneté.

Dans les chefs-lieux de canton où il n'existe pas de tribunal de première instance, le juge-de-peace, ou l'un des suppléans par ordre d'ancienneté, est de droit président.

Dans toutes les autres communes, la Députation provinciale désignera le président.

Les scrutateurs du bureau principal seront désignés par la Députation, qui formera une liste de douze membres au moins; ils seront appelés dans l'ordre de leur désignation. Le bureau principal désignera les scrutateurs des autres sections.

Dans les communes où il n'y a pas de tribunal de première instance, le bureau principal désignera également les présidens des autres sections.

Pour le surplus on observera les formes prescrites par la présente loi.

ARTICLE 78.

Les Bourgmestre, Échevins et Membres du conseil, ainsi que les Secrétaire et Receveur communaux actuellement en fonctions, continueront à les remplir jusqu'à ce qu'il ait été pourvu à leur remplacement conformément à la présente loi.

Bruxelles, le 24 Mars 1835.

LE PRÉSIDENT DE LA CHAMBRE
DES REPRÉSENTANS,

(Signé) **RAIKEM.**

LES SECRÉTAIRES,
(Signés) **DE RENESSE.**
BRIXHE.